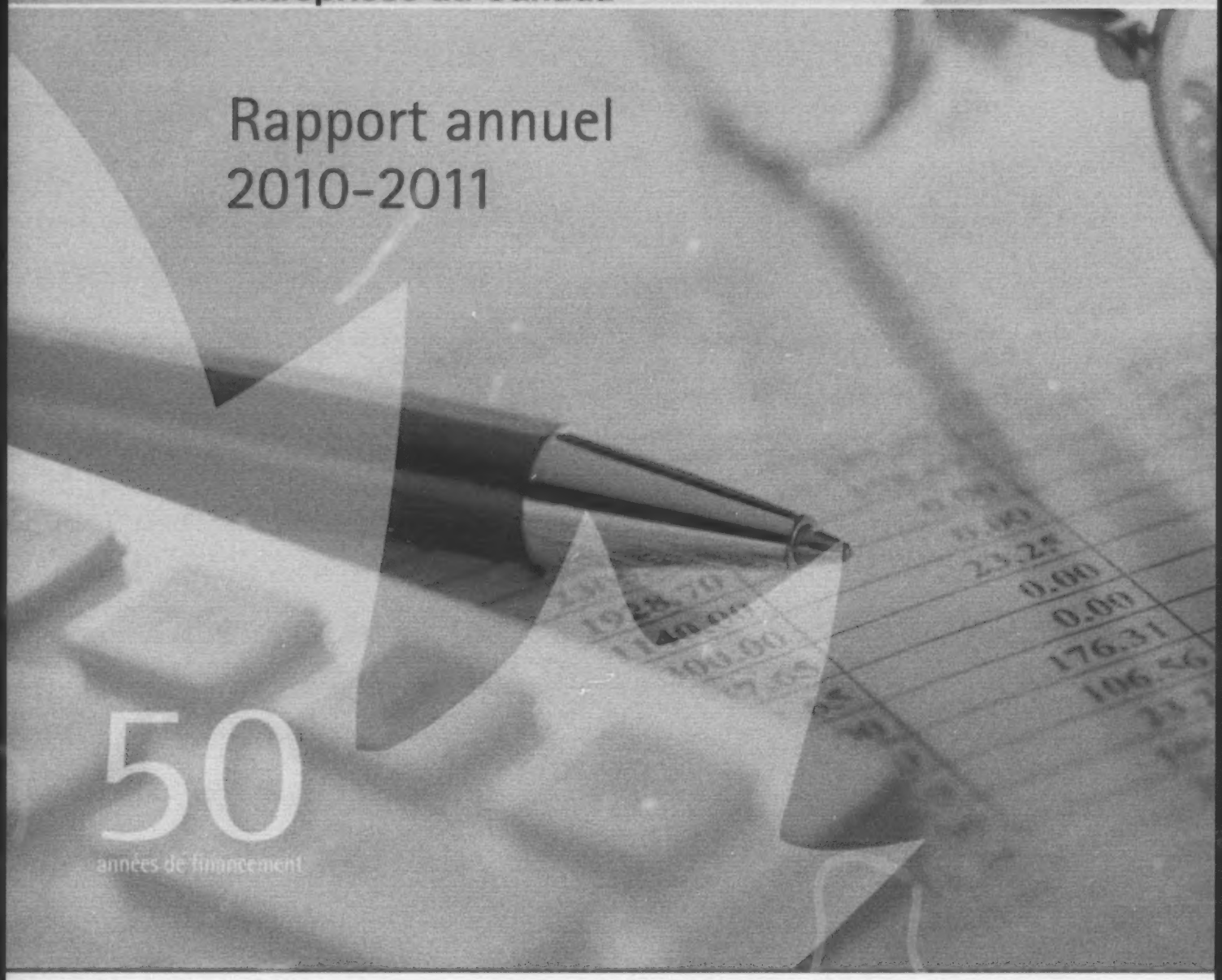
Industrie Canada Industry Canada

## Loi sur le financement des petites entreprises du Canada

# Rapport annuel 2010-2011




Canada

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC) vise à faciliter l'accès des petites entreprises au financement en leur offrant un financement auquel elles n'auraient pas accès autrement, ou seulement à des conditions moins intéressantes. Il s'agit d'un programme national offert dans l'ensemble des provinces et des territoires. Les institutions financières accordent aux petites entreprises des prêts à terme d'un montant maximal de 500 000 $, destinés à financer l'achat ou l'amélioration de matériel et de biens réels ou des améliorations locatives. Le gouvernement du Canada paie aux prêteurs 85 % des pertes admissibles sur les prêts en défaut.

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone (sans frais) : 1-800-635-7943 (Canada et États-Unis)
Téléphone (appels locaux) : 613-941-5995
ATS : 1-800-465-7735
Télécopieur (sans frais) : 1-800-565-7757 (Canada et États-Unis)
Télécopieur (envois locaux) : 613-954-5779
Courriel : publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Site Web : www.publications.gc.ca

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications et du marketing
Industrie Canada
Bureau 441F, tour Est
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : 613-947-5177
Télécopieur : 613-954-6436
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte en ligne (www.ic.gc.ca/pfpec).

**Autorisation de reproduction**
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue Iu185-1/2011
60923

Imprimé sur du
papier recyclé à 20 %

Ministre de l'Industrie Minister of Industry

Ottawa, Canada K1A 0H5

J'ai le plaisir, conformément à l'article 20 de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*, de présenter au Parlement le *Rapport annuel 2010-2011* du Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC).

En faisant de 2011 l'Année de l'entrepreneur, le gouvernement du Canada souligne le rôle essentiel que jouent les petites entreprises dans la création d'emplois et de richesses dans l'économie canadienne et dans l'instauration d'une reprise durable.

Depuis 1961, le Programme de prêts aux petites entreprises d'abord, puis le Programme FPEC ont contribué à l'essor de l'économie canadienne. Ce dernier continue de répondre aux besoins des petites entreprises en leur facilitant l'accès à du financement pour leur démarrage, leur expansion, leur modernisation et leur amélioration.

Au cours de l'exercice 2010-2011, plus de 7 400 prêts représentant globalement plus de 1 milliard de dollars ont été consentis aux petites entreprises par des institutions financières dans le cadre du Programme FPEC. Au total, 57 % de la valeur de ces prêts étaient destinés à des petites entreprises en activité depuis moins d'un an, ce qui répond à l'un des principaux objectifs de ce programme, à savoir leur permettre de trouver du financement auquel elles n'auraient pas accès autrement.

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada occupe une place importante dans l'aide que nous apportons aux petites entreprises canadiennes.

Christian Paradis

Canada

# Table des matières


Instantané du Programme en 2010-2011 ..... 1

1 Aperçu du Programme de financement des petites entreprises du Canada ..... 2

2 Exigences du Programme ..... 4

3 Analyse du rendement du Programme ..... 5

3.1 Activités du Programme ..... 5

3.2 Volume des prêts et des indemnisations ..... 5

3.3 Prêts et demandes d'indemnisation par province et territoire ..... 7

3.4 Prêts et demandes d'indemnisation par montant des prêts ..... 8

3.5 Prêts et demandes d'indemnisation par type d'actif ..... 9

3.6 Prêts et demandes d'indemnisation par secteur d'activité ..... 10

3.7 Prêts et demandes d'indemnisation par nombre d'années d'activité des entreprises ..... 11

3.8 Prêts et demandes d'indemnisation par taille d'entreprise ..... 12

3.9 Prêts et demandes d'indemnisation par type d'emprunteur et d'entreprise ..... 13

4 Responsabilité de l'État dans le cadre du Programme ..... 14

5 Projet pilote de location-acquisition ..... 15

6 Orientations futures ..... 16

Annexe ..... 17

*Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* – tableaux 1 à 8 ..... 18

Projet pilote de location-acquisition – tableau 9 ..... 25

# Instantané du Programme en 2010-2011

## Le nombre de prêts consentis à des petites entreprises

était de 7 466, pour un montant global de près de 1,03 milliard de dollars. Le prêt moyen s'élevait à 137 521 $.

## Les prêts d'une valeur de plus de 250 000 $

représentaient 40 % (405,7 millions de dollars) de la valeur totale des prêts enregistrés.

## Les emprunts des entreprises en activité depuis moins d'un an

représentaient environ 57 % (588 millions de dollars) de la valeur totale des prêts.

## Les personnes morales,

formule préférée pour exercer des activités commerciales, représentaient 91 % (930,8 millions de dollars) de la valeur totale des prêts.

## Le secteur d'activité qui a le plus fait appel

au Programme FPEC était celui des services d'hébergement et de restauration; il représentait à lui seul 27 % (281,4 millions de dollars) de la valeur totale des prêts accordés.

## Le montant des indemnités versées aux prêteurs

a diminué et est passé à 80,4 millions de dollars (1 579 demandes d'indemnisation), pour une moyenne de 50 924 $ par demande.

## Les emprunts d'entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 million de dollars

représentaient 73 % (752,8 millions de dollars) de la valeur totale des prêts enregistrés.

## Le site Web du Programme FPEC

a enregistré 261 884 visites, preuve du vif intérêt porté à l'accès au financement.

# 1 Aperçu du Programme de financement des petites entreprises du Canada

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada (FPEC) a pour objet de faciliter l'accès des petites entreprises à un financement qu'elles auraient sans doute du mal à obtenir autrement. En partageant le fardeau des risques associés aux prêts, le gouvernement du Canada et les prêteurs du secteur privé peuvent prêter davantage aux petites entreprises.

## Nature du Programme

Les prêts consentis dans le cadre du Programme FPEC sont destinés au financement de biens réels, de matériel et d'améliorations locatives. Les éléments d'actif financés doivent servir à des activités commerciales menées au Canada. Le Programme facilite l'octroi de prêts consentis par des prêteurs à des petites entreprises jusqu'à concurrence de 500 000 $ (dont au plus 350 000 $ peuvent servir à financer l'achat de matériel et des améliorations locatives). Un prêt enregistré dans le cadre de ce programme doit satisfaire à certaines exigences (voir la section 2, « Exigences du Programme »).

## Rôle du gouvernement fédéral

Industrie Canada administre le Programme FPEC, à savoir enregistre les prêts, perçoit les droits et les frais et rembourse aux prêteurs les parts admissibles des pertes sur les prêts en souffrance. Cependant, le Ministère n'approuve pas les demandes de prêts des emprunteurs et n'intervient pas dans l'administration des prêts. En enregistrant les prêts auprès du Programme FPEC, les prêteurs sont en droit de soumettre à Industrie Canada des demandes d'indemnisation en cas de non-remboursement.

## Rôle des prêteurs

Les banques à charte, les coopératives de crédit et les caisses populaires participent à ce programme et offrent des services aux Canadiens dans l'ensemble des provinces et des territoires.

Il appartient aux prêteurs de prendre toutes les décisions en matière de crédit, à savoir approuver les prêts, verser les fonds, enregistrer les prêts auprès du Programme FPEC, administrer les prêts et, en cas de manquement, réaliser les sûretés et les garanties. Chaque prêteur établit ses propres critères de prêt, conformément aux exigences du Programme FPEC. Une fois le prêt approuvé, ce sont les fonds du prêteur, et non pas du gouvernement, qui sont avancés à l'emprunteur.

## Dédommagement des prêteurs pour les prêts en défaut

Lorsqu'un prêt est en défaut, le prêteur doit réaliser toute sûreté prise pour le garantir avant d'adresser au Programme FPEC une demande d'indemnisation pour pertes accompagnée de toutes les pièces justificatives requises. Après analyse des données fournies par le prêteur et approbation du remboursement, 85 % des pertes admissibles lui sont remboursées. Si elle ne répond pas aux exigences du Programme, la demande d'indemnisation peut être rectifiée ou rejetée.

## Effet d'accroissement

Le Programme FPEC vise à faciliter l'accès des petites entreprises au financement, à savoir à des capitaux qu'elles ne pourraient pas obtenir autrement ou seulement à des conditions moins avantageuses (taux d'intérêt plus élevés, garanties plus importantes exigées, etc.). Voilà ce que l'on entend par effet d'accroissement. Il ressort d'une étude publiée en 2009, intitulée *Programme de financement des petites entreprises du Canada : analyse actualisée de l'effet d'accroissement*, que de 80 % à 85 % des prêts consentis en vertu du Programme FPEC ont eu un effet d'accroissement financier.

Les nouvelles entreprises et les entreprises en démarrage ont du mal à trouver des fonds, car souvent elles n'ont pas d'antécédents en matière de crédit ni les garanties nécessaires pour obtenir un prêt. Le nombre d'entre elles qui bénéficient de prêts est donc un indicateur de l'effet d'accroissement. Au cours de l'exercice 2010-2011, leur part de la valeur totale des prêts consentis était en moyenne de 57 %, ce qui tend à confirmer l'effet d'accroissement du Programme.

## Création d'emplois

Selon les estimations des emprunteurs, les prêts ont favorisé au total la création de 18 697 emplois dans leurs entreprises durant l'exercice 2010-2011, soit 2,5 emplois par prêt. Ces estimations relatives à l'emploi sont fournies par les emprunteurs sur les formulaires d'enregistrement des prêts. Cependant, en raison d'écarts importants entre ces estimations et l'embauche réelle attribuable aux prêts consentis dans le cadre du Programme FPEC, il faut se montrer prudent quant aux conclusions tirées de ces estimations reliées à l'emploi. Néanmoins, selon l'*Étude des coûts et des avantages économiques du Programme de financement des petites entreprises du Canada*, publiée en 2009, les petites entreprises qui ont obtenu des prêts en vertu du Programme FPEC ont enregistré une plus forte croissance de l'emploi, ont créé davantage d'emplois et ont retenu à leur service un plus grand nombre d'employés que les entreprises qui n'ont pas recouru à ce programme.

# 2 Exigences du Programme

Voici les principales exigences du Programme FPEC :

**Petites entreprises admissibles :** Le Programme est destiné aux entreprises à but lucratif, en activité au Canada et dont le chiffre d'affaires brut annuel est inférieur ou égal à 5 millions de dollars. Les exploitations agricoles et les institutions religieuses ou de bienfaisance ne sont pas admissibles.

**Types d'actifs financés :** Les prêts consentis dans le cadre du Programme FPEC doivent servir à financer l'achat ou l'amélioration de biens réels ou de matériel, l'acquisition d'améliorations locatives ou les droits d'enregistrement au Programme.

**Montant maximal du financement :** Un emprunteur ne peut avoir de prêts d'une valeur totale supérieure à 500 000 $ dans le cadre du Programme FPEC, dont 350 000 $ au plus peuvent servir à financer l'achat ou l'amélioration de matériel ou des améliorations locatives.

**Pourcentage du coût des actifs financés :** Le financement offert ne peut dépasser 90 % du coût admissible des actifs.

**Taux d'intérêt maximal :**

- Taux variable : le taux maximal est égal au taux préférentiel du prêteur, majoré de 3 % (frais d'administration de 1,25 % compris).
- Taux fixe : le taux maximal est égal au taux affiché du prêteur pour un prêt hypothécaire pour résidences unifamiliales majoré de 3 % (frais d'administration de 1,25 % compris).

**Durée des prêts :** La durée maximale de tout prêt est de 10 ans à compter de la date à laquelle est prévu le premier paiement sur le principal et les intérêts.

**Droits et frais :**

- Des droits correspondant à 2 % du montant financé sont versés lors de l'enregistrement. Ils peuvent être inclus dans le prêt accordé dans le cadre du Programme FPEC.
- Des frais d'administration annuels de 1,25 % sur le solde des prêts doivent être versés. Ils peuvent être inclus dans le taux d'intérêt appliqué aux prêts.

**Ratio de partage des pertes :** Les pertes sur prêt admissibles se répartissent comme suit : 85 % pour le gouvernement et 15 % pour le prêteur.

**Plafond des demandes d'indemnisation :** Par période de cinq ans à compter du 1er avril 1999, le gouvernement du Canada a pour obligation envers tout prêteur de régler les demandes d'indemnisation admissibles (c.-à-d. 85 % des pertes admissibles) pour les prêts en défaut, à concurrence d'un total de :

- 90 % de la première tranche de 250 000 $ des prêts enregistrés; plus
- 50 % de la deuxième tranche de 250 000 $; plus
- 12 % de tous les prêts supérieurs à 500 000 $ pour les prêts consentis à compter du 1er avril 2009 (10 % dans le cas des prêts accordés avant cette date).

# Analyse du rendement du Programme

# 3

## 3.1 Activités du Programme

La Direction du financement des petites entreprises (la Direction) administre le Programme FPEC. Au cours de l'exercice 2010-2011, les petites entreprises et les prêteurs ont adressé à la Direction 3 911 demandes de renseignements par l'entremise de la ligne-info et du site Web du Programme FPEC. Le site Web du Programme, qui est un des plus consultés d'Industrie Canada, a été visité à 261 884 reprises. Le dépliant du Programme, *Prêter main-forte aux entreprises*, a été distribué à plus de 86 000 exemplaires. Diverses activités d'information ont été réalisées dans l'ensemble du pays afin de mieux faire connaître le Programme FPEC aux propriétaires de petites entreprises, aux prêteurs et aux organismes qui aident les entreprises.

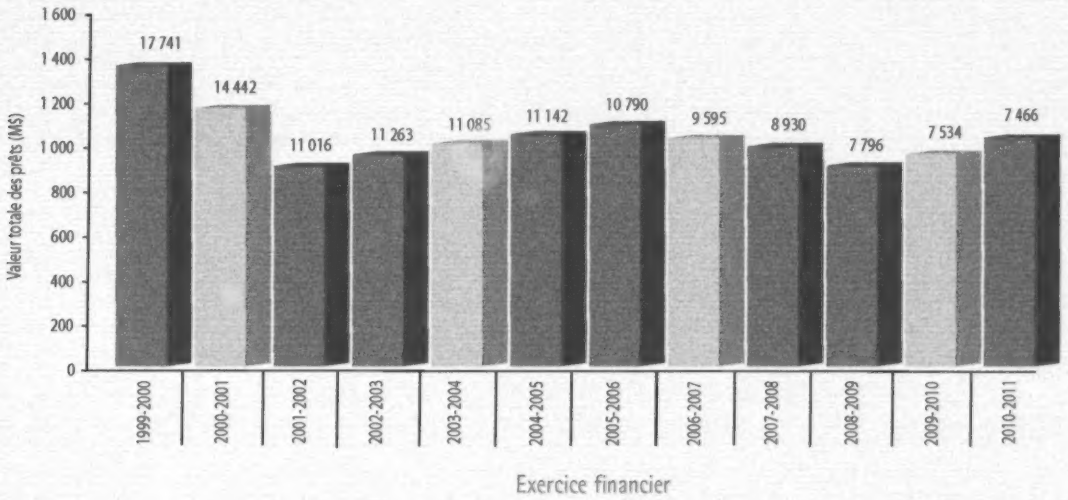
## 3.2 Volumes des prêts et des indemnisations

### *Prêts*

Au cours de l'exercice 2010-2011, la valeur des prêts enregistrés par les prêteurs du secteur privé dans le cadre du Programme FPEC s'élevait à près de 1,03 milliard de dollars, soit une hausse d'environ 74 millions de dollars (7,7 %) par rapport à l'exercice précédent (voir la figure 1a). Il s'agit de la valeur de prêts la plus élevée depuis l'exercice 2006-2007. Il y a eu 7 466 prêts, soit 68 prêts de moins (baisse de moins de 1%) qu'à l'exercice précédent. En revanche, le montant moyen des prêts a augmenté de

**FIGURE 1A**

Nombre et valeur des prêts, Programme FPEC, 1999-2011




*Pour plus de détails, voir le tableau 1 de l'annexe.*

8,7 %, passant à 137 521 $. Cette augmentation de la valeur totale des prêts et de leur montant moyen est attribuable en partie au relèvement du plafond des prêts, qui est passé de 250 000 $ à 500 000 $ au 1er avril 2009 (voir la section 3.4, « Prêts et demandes d'indemnisation par montant des prêts »). Depuis 1999, 128 800 prêts ont été enregistrés dans le cadre du Programme FPEC, pour une valeur globale de plus de 12,3 milliards de dollars.

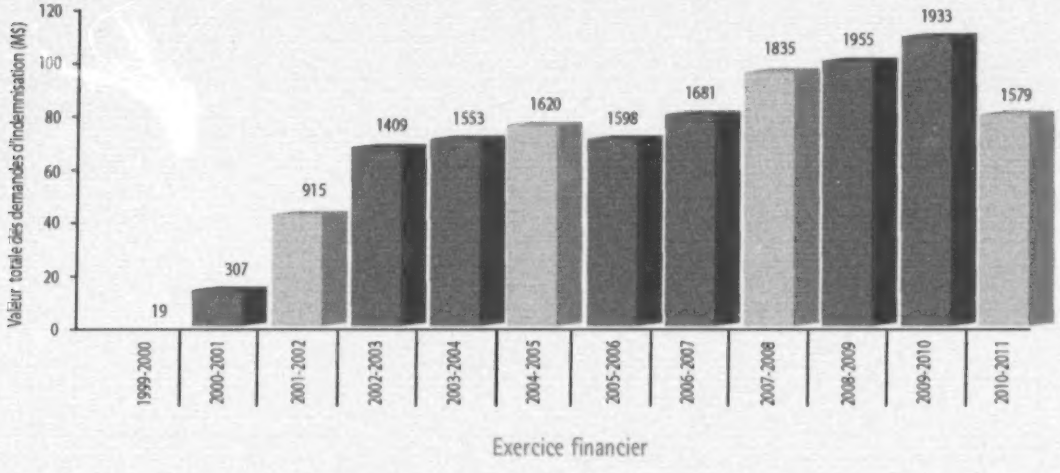
## Demandes d'indemnisation

Les indemnités versées en 2010-2011 concernaient des prêts enregistrés au cours de la période 1999-2011. En tout, 1 579 demandes d'indemnisation ont été réglées, pour un montant total de 80,4 millions de dollars (voir la figure 1b), soit 50 924 $ en moyenne par demande. Par rapport à l'exercice précédent, le nombre de demandes d'indemnisation a diminué d'environ 18 % et la valeur des demandes, de 26 %. Par ailleurs, 101 demandes d'indemnisation n'ont donné lieu à aucun versement, car elles n'étaient pas conformes aux exigences du Programme. Les demandes d'indemnisation accompagnées de toute la documentation nécessaire ont été traitées en moyenne en 18 jours ouvrables.

La Direction a reçu neuf appels de décisions relatives à des demandes d'indemnisation. Chaque appel est examiné en tenant compte de toute information ou clarification additionnelle. La Direction a rejeté huit de ces appels. Au 31 mars 2011, l'examen du dernier appel n'était pas encore terminé.

**FIGURE 1B**

Nombre et valeur des demandes d'indemnisation, Programme FPEC*, 1999–2011




** Le Programme FPEC est entré en vigueur le 1er avril 1999. Les demandes d'indemnisation sont généralement présentées dans les trois à quatre ans qui suivent l'octroi des prêts, ce qui explique le nombre croissant de demandes plus tard dans le cycle de vie du Programme.*

*Pour plus de détails, voir le tableau 1 de l'annexe.*

## 3.3 Prêts et demandes d'indemnisation par province et territoire

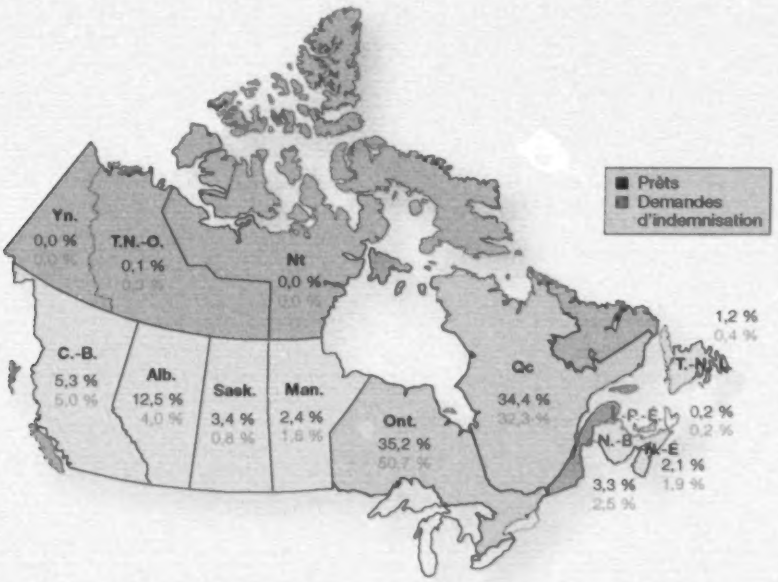
Des entreprises partout au Canada utilisent le Programme FPEC (voir la figure 2). Celui-ci est axé sur la demande et est tributaire des choix des prêteurs et des emprunteurs, ce qui explique les différences d'utilisation d'une région à l'autre du pays. Il est toutefois à noter que la majorité des petites entreprises canadiennes sont établies au Québec et en Ontario. Voici la répartition des prêts et des demandes d'indemnisation au cours de l'exercice 2010-2011 :

- C'est à des entreprises québécoises et ontariennes qu'est allée la plus grande part des prêts enregistrés, soit 4 869 prêts (65 %), pour une valeur totale d'environ 713,7 millions de dollars (69 %).
- Dans les provinces de l'Ouest, 1 942 prêts (26 %), pour une valeur globale de 242,6 millions de dollars (23,6 %), ont été enregistrés.
- Dans les provinces de l'Atlantique, 644 prêts (8,6 %) ont été enregistrés, pour une valeur globale de 69,3 millions de dollars (6,8 %).
- Quant aux indemnités, 83 % du montant total ont été versés à des entreprises québécoises et ontariennes, pour une valeur totale de 66,8 millions de dollars.

La part de la valeur des prêts et des indemnités par province et par territoire est demeurée relativement stable au cours des deux derniers exercices.

FIGURE 2

Pourcentage de la valeur totale des prêts et des demandes d'indemnisation par province et territoire, Programme FPEC, 2010-2011




*Pour plus de détails, voir le tableau 2 de l'annexe.*

## 3.4 Prêts et demandes d'indemnisation par montant des prêts

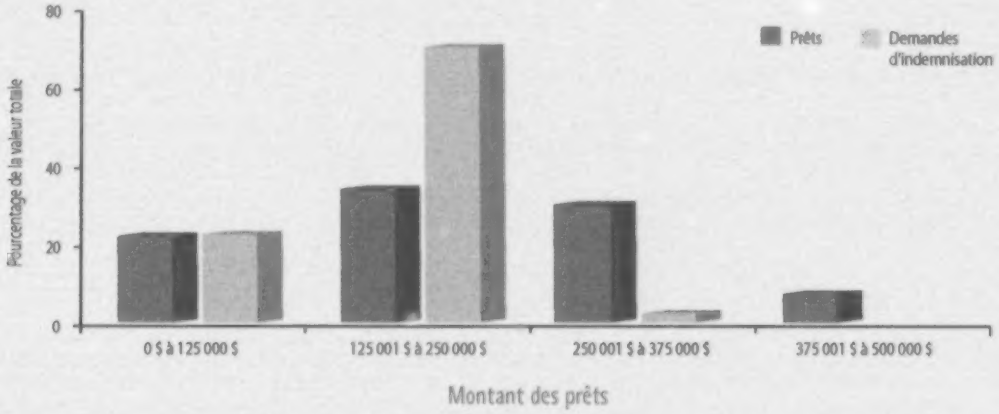
L'exercice 2010-2011 a été marqué par une augmentation importante du nombre et de la valeur des prêts de plus de 250 000 $ par rapport à l'exercice 2009-2010, où le montant maximal des prêts avait été porté à 500 000 $. On a enregistré 1 209 prêts de plus de 250 000 $ (16 %), soit une valeur globale de 405,7 millions de dollars, ou 40 % (voir la figure 3). Cela a contribué à faire augmenter d'environ 74 millions de dollars (7,7 %) la valeur totale des prêts et de 8,7 % leur montant moyen, qui est passé de 126 481 $ à 137 521 $. Les prêts d'une valeur comprise entre 125 000 $ et 250 000 $ (36 %) représentaient environ 365,6 millions de dollars.

Les demandes d'indemnisation concernaient en majorité des prêts de 125 000 $ à 250 000 $. Des indemnités de 57,7 millions de dollars ont été versées pour ces prêts (soit 72 % du total des indemnités versées).

Dix demandes d'indemnisation ont été réglées, pour un montant total de 2,03 millions de dollars, pour des prêts de plus de 250 000 $. Les prochains rapports annuels continueront de surveiller et d'analyser les données relatives au montant maximal des prêts.

FIGURE 3

Pourcentage de la valeur totale des prêts et des demandes d'indemnisation par montant des prêts, Programme FPEC, 2010-2011




*Pour plus de détails, voir le tableau 3 de l'annexe.*

## 3.5 Prêts et demandes d'indemnisation par type d'actif

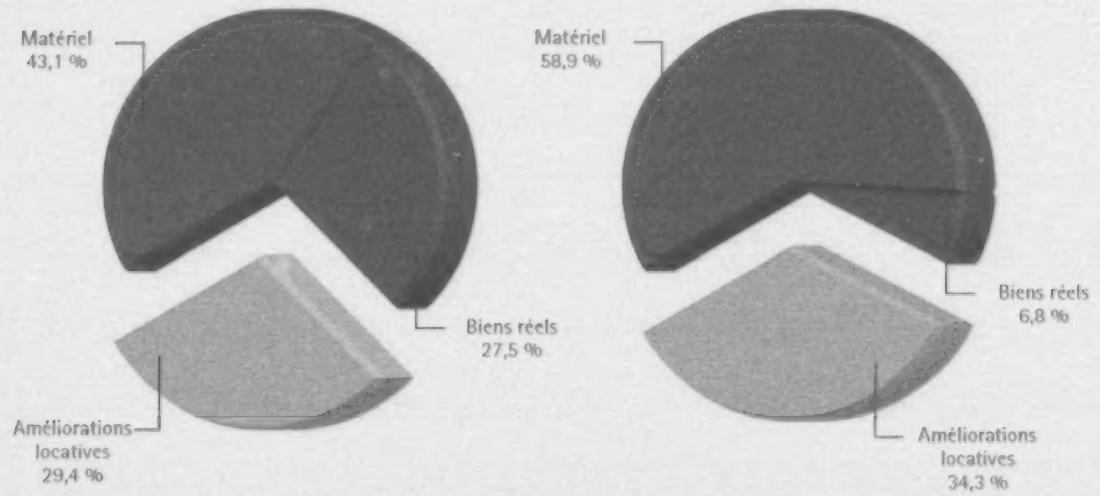
La figure 4 montre la valeur totale des prêts enregistrés et des indemnités versées dans le cadre du Programme FPEC pendant l'exercice 2010-2011, par type d'actif admissible.

- Le matériel représentait le plus fort pourcentage de la valeur totale des prêts (43 %) et des demandes d'indemnisation (59 %). Par rapport à l'exercice précédent, le pourcentage de la valeur des prêts a diminué de 2,5 % et celui des demandes d'indemnisation est resté stable.
- Les améliorations locatives représentaient 29 % de la valeur totale des prêts et 34 % de celle des demandes d'indemnisation. Ceci représente une diminution d'environ 1,5 % de la valeur des prêts par rapport à l'exercice précédent. Le pourcentage des demandes d'indemnisation est resté assez stable.
- Les biens réels représentaient le plus faible pourcentage de la valeur totale des prêts (28 %) et de celle des demandes d'indemnisation (7 %). Par rapport à l'exercice 2009-2010, le pourcentage de la valeur des prêts pour les biens réels a augmenté d'environ 4 %. Depuis que le montant maximal des prêts est passé de 250 000 $ à 500 000 $, en 2009, la valeur des prêts pour les biens réels a augmenté de 58 %, passant de 178,5 millions de dollars en 2008-2009 à 282,6 millions de dollars en 2010-2011.

La valeur moyenne des prêts relatifs au matériel est la moins élevée, soit 102 310 $. Celle des prêts pour les améliorations locatives s'élevait à 161 318 $. La moyenne était beaucoup plus élevée en ce qui concerne les prêts pour les biens réels, soit 222 183 $.

FIGURE 4

Prêts et demandes d'indemnisation par type d'actif, Programme FPEC, 2010-2011




**Prêts consentis : 1,03 milliard de dollars, 7 466 prêts**

- Matériel : 442,3 millions de dollars, 4 323 prêts
- Biens réels : 282,6 millions de dollars, 1 272 prêts
- Améliorations locatives : 301,8 millions de dollars, 1 871 prêts

**Demandes d'indemnisation versées : 80,4 millions de dollars, 1 579 demandes**

- Matériel : 47,3 millions de dollars, 1 029 demandes
- Biens réels : 5,5 millions de dollars, 114 demandes
- Améliorations locatives : 27,6 millions de dollars, 436 demandes

## 3.6 Prêts et demandes d'indemnisation par secteur d'activité

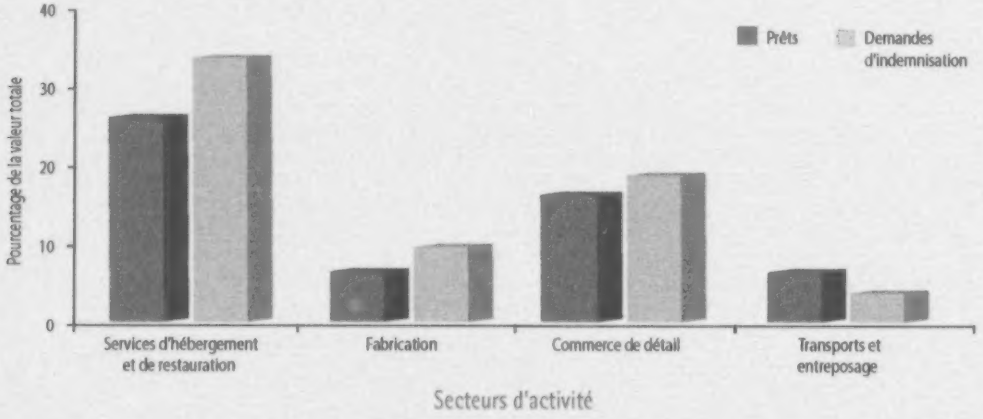
Les prêteurs fournissent des renseignements entre autres sur le secteur d'activité des petites entreprises qui empruntent. D'après cette information, voici quelques observations générales sur les secteurs d'activité pendant l'exercice 2010-2011 (voir la figure 5) :

- Les quatre principaux secteurs d'activité, selon la valeur des prêts, sont les services d'hébergement et de restauration (27,4 %), le commerce de détail (16,8 %), les transports et l'entreposage (6,5 %) et la fabrication (6,7 %).
- Au cours de la période à l'étude, le montant des indemnités versées pour ces secteurs se répartissait ainsi : services d'hébergement et de restauration (34 %), commerce de détail (19,7 %), transports et entreposage (3,9 %) et fabrication (10 %).

Ensemble, ces quatre secteurs d'activité représentaient 57,4 % de la valeur totale des prêts et 67,6 % de la valeur totale des demandes d'indemnisation.

**FIGURE 5**

Pourcentage de la valeur totale des prêts et des demandes d'indemnisation, par principaux secteurs d'activité, Programme FPEC, 2010-2011



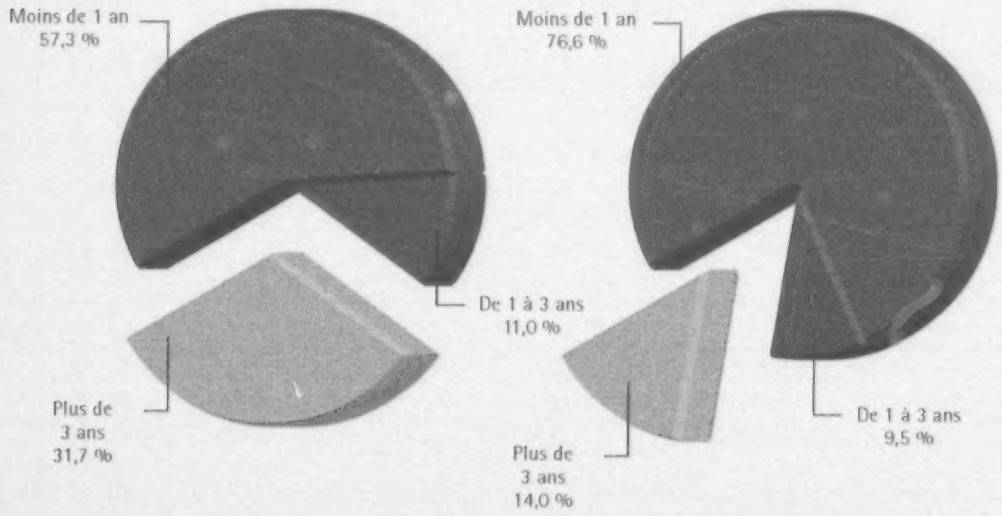

*Pour plus de détails, voir le tableau 4 de l'annexe.*

## 3.7 Prêts et demandes d'indemnisation par nombre d'années d'activité des entreprises

Comme il est précisé à la section 1, « Aperçu du Programme FPEC », le nombre d'entreprises en démarrage et de nouvelles entreprises qui obtiennent des prêts est un des indicateurs de l'effet d'accroissement. Au cours de l'exercice 2010-2011, les entreprises en activité depuis moins d'un an ont bénéficié de plus de la moitié (57 %) de la valeur globale des prêts consentis, soit 587,9 millions de dollars (voir la figure 6). Au cours de la même période, 77 % des demandes d'indemnisation, pour une valeur globale de 61,6 millions de dollars, concernaient ces entreprises. Au cours des trois derniers exercices, les pourcentages des prêts et des demandes d'indemnisation sont restés constants pour toutes les entreprises, indépendamment de leur nombre d'années d'activité.

FIGURE 6

Prêts et demandes d'indemnisation, par nombre d'années d'activité des entreprises, Programme FPEC, 2010–2011




**Prêts consentis : 1,03 milliard de dollars, 7 466 prêts**

- Moins de 1 an : 587,9 millions de dollars, 3 733 prêts
- De 1 à 3 ans : 113,0 millions de dollars, 981 prêts
- Plus de 3 ans : 325,8 millions de dollars, 2 752 prêts

**Demandes d'indemnisation versées : 80,4 millions de dollars, 1 579 demandes**

- Moins de 1 an : 61,6 millions de dollars, 1 112 demandes
- De 1 à 3 ans : 7,6 millions de dollars, 197 demandes
- Plus de 3 ans : 11,2 millions de dollars, 270 demandes

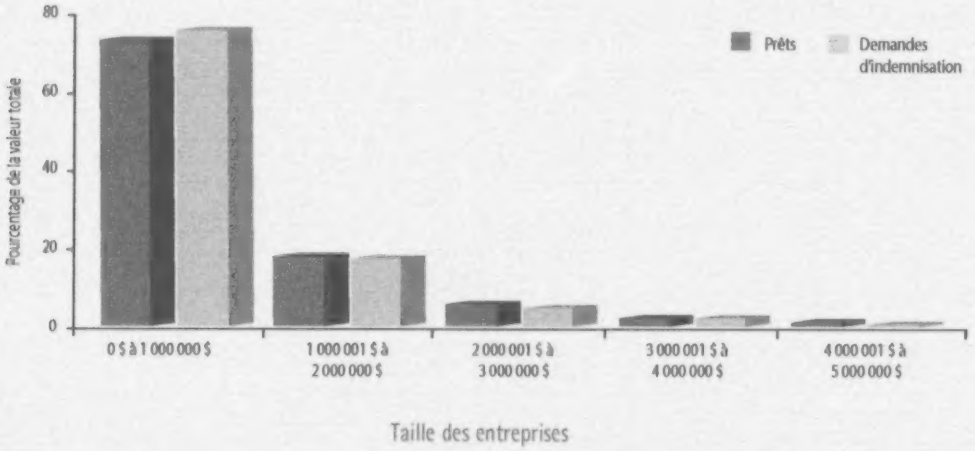
*Pour plus de détails, voir le tableau 5 de l'annexe.*

## 3.8 Prêts et demandes d'indemnisation par taille d'entreprise

Les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel était inférieur à 1 million de dollars représentaient 73 % de la valeur et 80 % du nombre de prêts consentis ainsi que 76 % des demandes d'indemnisation payées pendant l'exercice 2010-2011 (voir la figure 7). Celles dont le chiffre d'affaires se situait entre 1 million et 2 millions de dollars occupaient le deuxième rang, avec 18 % de la valeur des prêts et 13 % du nombre de prêts.

FIGURE 7

Pourcentage de la valeur totale des prêts et des demandes d'indemnisation, par taille des entreprises*, Programme FPEC, 2010–2011




** D'après les estimations de l'emprunteur au moment de l'enregistrement du prêt.*
*Pour plus de détails, voir le tableau 6 de l'annexe.*

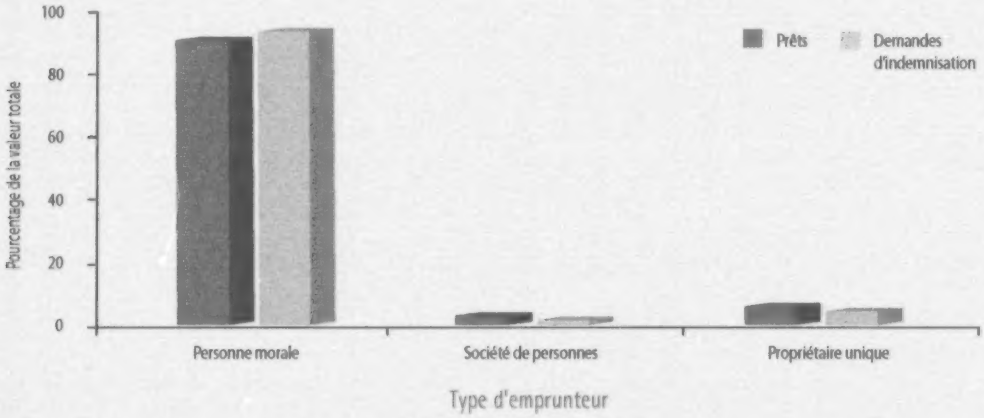
## 3.9 Prêts et demandes d'indemnisation par type d'emprunteur et d'entreprise

### *Type d'emprunteur*

Dans le cadre du Programme FPEC, les emprunteurs peuvent exploiter une petite entreprise qui est une personne morale, une société de personnes ou un propriétaire unique. Pendant l'exercice 2010-2011, les personnes morales ont reçu 91 % de la valeur totale des prêts, les sociétés de personnes, 3 % et les propriétaires uniques, 6 % (voir la figure 8). Ces pourcentages sont restés relativement stables au cours des deux derniers exercices. Les données relatives aux demandes d'indemnisation révèlent une répartition analogue : 94 %, 2 % et 4 % des demandes d'indemnisation concernaient, respectivement, des prêts consentis à des personnes morales, à des sociétés de personnes et à des propriétaires uniques.

**FIGURE 8**

Pourcentage de la valeur totale des prêts et des demandes d'indemnisation par type d'emprunteur, Programme FPEC, 2010–2011




*Pour plus de détails, voir le tableau 7 de l'annexe.*

### *Type d'entreprise*

Une franchise est une relation commerciale entre un franchiseur et un franchisé, lequel se voit concédé le droit d'utiliser la raison sociale du franchiseur et ses produits, et bénéficie de son appui continu. Au cours de l'exercice 2010-2011, les entreprises franchisées représentaient 16 % de la valeur totale des prêts et 24 % de celle des demandes d'indemnisation. Cela représente une diminution de 5 % pour ce qui est de la valeur des prêts et une augmentation de 6 % de la valeur des demandes d'indemnisation par rapport à l'exercice 2009-2010. Les entreprises non franchisées représentaient 84 % de la valeur totale des prêts (hausse de 5 %) et 76 % de celle des demandes d'indemnisation (baisse de 6 %).

# 4 Responsabilité de l'État dans le cadre du Programme

Responsabilité maximale : La *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* limite à 1,5 milliard de dollars la responsabilité de l'État par période de prêt de cinq ans. Les paiements que doit effectuer le gouvernement du Canada par rapport à l'ensemble des prêts enregistrés dans le cadre du Programme, par période de prêt, se limitent à la somme de sa responsabilité envers chaque prêteur, qui est plafonnée selon la formule 90-50-12 (ou 10), comme l'explique la section 2, « Exigences du Programme ».

Responsabilité éventuelle : La responsabilité éventuelle est la moindre des deux sommes suivantes : la responsabilité maximale moins les indemnités versées aux prêteurs, ou 85 % du solde impayé des prêts. Cela représente le montant maximal que le gouvernement serait appelé à verser aux prêteurs si tous les prêts se trouvaient en souffrance en même temps au 31 mars 2011.

Le tableau ci-dessous récapitule la responsabilité maximale et la responsabilité éventuelle au 31 mars 2011, par période de prêt de cinq ans.

**Responsabilité maximale et responsabilité éventuelle au 31 mars 2011, par période de prêt de cinq ans**

| Exercices | Responsabilité maximale (milliers de dollars) | Responsabilité éventuelle (milliers de dollars) |
|---|---|---|
| 1999-2004 | 683 005,5 | 81 432,2 |
| 2004-2009 | 654 546,7 | 272 122,5 |
| 2009-2011 | 341 148,6 | 334 420,4 |

Recouvrement des coûts : Le Programme FPEC perçoit sur les prêts des droits d'enregistrement de 2 % et des frais d'administration annuels de 1,25 %. Ces droits et frais visent à compenser les indemnités versées pour les pertes sur prêts. Ils ne couvrent pas les dépenses de fonctionnement du Programme.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des recettes et des dépenses, par période de prêt, au 31 mars 2011.

**Sommaire des recettes et des dépenses par période de prêt, au 31 mars 2011**

| Exercices | Recettes (milliers de dollars) | Dépenses (milliers de dollars) | Recettes et dépenses cumulées (milliers de dollars) |
|---|---|---|---|
| 1999-2004 | 289 264,6 | 416 472,3 | (127 207,7) |
| 2004-2009 | 247 969,0 | 388 852,4 | (140 883,4) |
| 2009-2011 | 60 426,0 | 9 983,8 | 50 442,2 |

Les tableaux 8a, 8b et 8c de l'annexe fournissent des détails sur les recettes et les dépenses par année. Le Rapport d'examen détaillé pour 2004-2009 (voir la section 6, « Deuxième examen détaillé ») fournit une analyse du recouvrement des coûts et des retombées économiques du Programme FPEC.

# Projet pilote de location-acquisition

5

Le Projet pilote de location-acquisition (PPLA) a pris fin le 31 mars 2007. Les demandes d'indemnisation continuent toutefois d'être traitées et les frais d'administration pour les contrats enregistrés sont encore perçus. En tout, 37 demandes d'indemnisation ont été réglées en 2010-2011, pour un montant total de 1,7 million de dollars, et aucune indemnité n'a été versée en réponse à cinq demandes d'indemnisation, car elles n'étaient pas conformes aux exigences du Programme. Pour plus de détails, voir le tableau 9 de l'annexe.

Depuis le lancement du Projet pilote en 2002, les recettes s'élèvent en tout à 6,5 millions de dollars et les demandes d'indemnisation, à 9,4 millions de dollars, soit un coût net d'environ 3,0 millions de dollars au 31 mars 2011.

Au moment où le PPLA a pris fin, la responsabilité maximale s'élevait à 15,7 millions de dollars. Au 31 mars 2011, la responsabilité éventuelle de l'État s'établissait à 4,7 millions de dollars. La responsabilité éventuelle, soit le montant maximal que le gouvernement pourrait être appelé à verser aux locateurs, correspond à la moindre des deux sommes suivantes : la responsabilité maximale éventuelle moins les indemnités versées aux locateurs, ou 85 % du solde impayé sur les contrats de location-acquisition en cours.

# 6 Orientations futures

## Transfert électronique des données d'enregistrement et des droits et frais

En mars 2011, le Programme FPEC a lancé un processus qui permet aux prêteurs d'opter pour un mode de communication électronique pour :

- soumettre et modifier les formulaires d'enregistrement des prêts;
- recevoir et imprimer les confirmations d'enregistrement;
- savoir où en sont l'enregistrement des prêts et les demandes d'indemnisation;
- payer les droits d'enregistrement et les frais d'administration et en assurer le suivi;
- demander et recevoir des remboursements relatifs à la diminution des montants de prêts.

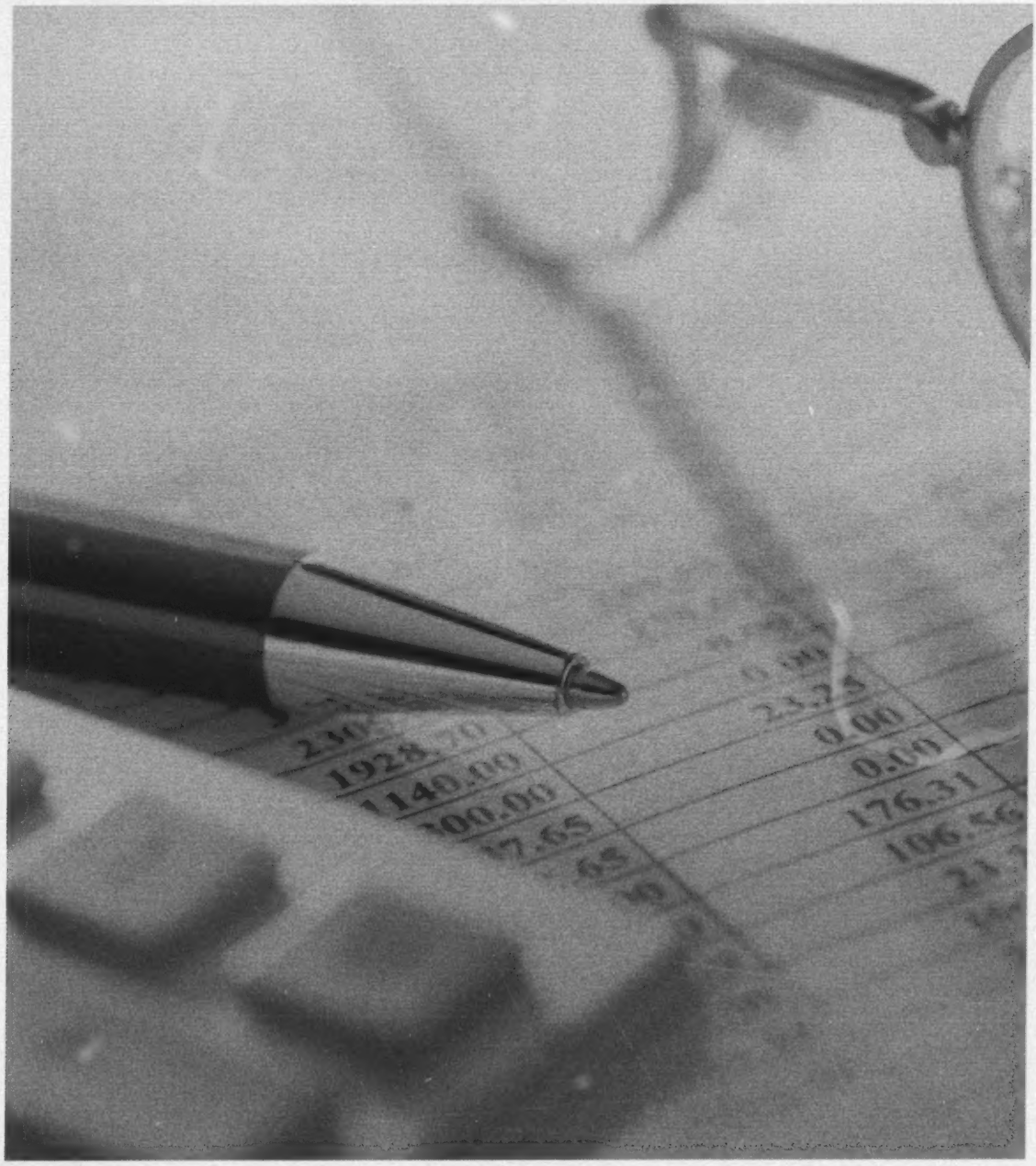
Ce processus électronique fera gagner en efficacité, réduira les formalités administratives et améliorera l'intégrité des données, la prestation de services et la reddition de comptes. La Direction travaillera avec les prêteurs pour déployer l'application.

## Deuxième examen détaillé

Comme l'exige la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*, le rapport du deuxième examen détaillé a été présenté au Parlement en avril 2010. Il confirme l'importance et l'efficacité du Programme et ses retombées considérables pour l'économie canadienne, mais il en ressort aussi que, faute d'être connu, le Programme FPEC n'est pas utilisé autant qu'il le pourrait, à quoi s'ajoute le frein du fardeau administratif qu'il représente et des problèmes de rentabilité pour les prêteurs. Des éléments de conception du programme sont présentement sous examen pour renforcer et moderniser le Programme, afin d'assurer sa viabilité à long terme comme instrument permettant aux petites entreprises de trouver plus facilement des capitaux. Le rapport et les études connexes peuvent être consultés sur le site www.ic.gc.ca/pfpec.

# Annexe

## *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* — tableaux 1 à 8
## Projet pilote de location-acquisition (PPLA) — tableau 9



**NOTA :** Pour des données annuelles supplémentaires relatives aux exercices 1999-2011, et ce pour tous les tableaux, consulter le site Web du Programme FPEC (www.ic.gc.ca/pfpec).

**Tableau 1 : Résumé des activités financières par exercice – Programme FPEC**

| Exercice | Prêts | | | Recettes | Dépenses | | Résultat net : recettes moins dépenses (milliers de dollars) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Valeur moyenne (milliers de dollars) | Droits et frais (milliers de dollars) | Nombre de demandes d'indemnisation | Dépenses (milliers de dollars) | |
| 1999-2000 | 17 741 | 1 352 320,5 | 76,2 | 33 406,6 | 19 | 494,6 | 32 912,0 |
| 2000-2001 | 14 442 | 1 159 048,0 | 80,3 | 43 134,5 | 307 | 14 769,0 | 28 365,5 |
| 2001-2002 | 11 016 | 899 247,6 | 81,6 | 44 576,2 | 915 | 43 444,3 | 1 131,9 |
| 2002-2003 | 11 263 | 951 159,1 | 84,4 | 48 433,2 | 1 409 | 68 791,3 | (20 358,0) |
| 2003-2004 | 11 085 | 999 868,3 | 90,2 | 51 553,2 | 1 553 | 71 662,7 | (20 109,5) |
| 2004-2005 | 11 142 | 1 041 063,0 | 93,4 | 53 820,7 | 1 620 | 76 460,1 | (22 639,4) |
| 2005-2006 | 10 790 | 1 087 701,8 | 100,8 | 56 220,8 | 1 598 | 71 679,3 | (15 458,5) |
| 2006-2007 | 9 595 | 1 024 535,6 | 106,8 | 55 769,9 | 1 681 | 80 289,4 | (24 519,5) |
| 2007-2008 | 8 930 | 987 662,6 | 110,6 | 55 066,8 | 1 835 | 96 341,1 | (41 274,3) |
| 2008-2009 | 7 796 | 901 120,2 | 115,6 | 52 895,2 | 1 955 | 101 509,4 | (48 614,2) |
| 2009-2010 | 7 534 | 952 909,8 | 126,5 | 52 393,3 | 1 933 | 109 458,9 | (57 065,6) |
| 2010-2011 | 7 466 | 1 026 729,3 | 137,5 | 50 389,2 | 1 579 | 80 408,5 | (30 019,3) |
| **Total*** | **128 880** | **12 383 365,8** | **96,1** | **597 659,6** | **16 404** | **815 308,5** | **(217 648,9)** |

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

**Tableau 2 : Prêts et demandes d'indemnisation par province et territoire, 2010-2011 – Programme FPEC**

| | Prêts | | | | Demandes d'indemnisation | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Province ou territoire | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 93 | 11 860,6 | 1,2 | 127,5 | 24 | 333,2 | 0,4 | 13,9 |
| Île-du-Prince-Édouard | 27 | 1 988,6 | 0,2 | 73,7 | 4 | 166,5 | 0,2 | 41,6 |
| Nouvelle-Écosse | 212 | 21 943,6 | 2,1 | 103,5 | 40 | 1 513,6 | 1,9 | 37,8 |
| Nouveau-Brunswick | 312 | 33 534,2 | 3,3 | 107,5 | 47 | 2 032,3 | 2,5 | 43,2 |
| Québec | 2 532 | 352 706,3 | 34,4 | 139,3 | 487 | 25 981,0 | 32,3 | 53,3 |
| Ontario | 2 337 | 360 950,9 | 35,2 | 154,5 | 728 | 40 794,9 | 50,7 | 56,0 |
| Manitoba | 244 | 24 386,7 | 2,4 | 99,9 | 35 | 1 469,6 | 1,8 | 42,0 |
| Saskatchewan | 347 | 34 679,9 | 3,4 | 99,9 | 15 | 649,5 | 0,8 | 43,3 |
| Alberta | 871 | 128 684,0 | 12,5 | 147,7 | 99 | 3 255,2 | 4,0 | 32,9 |
| Colombie-Britannique | 480 | 54 802,2 | 5,3 | 114,2 | 97 | 3 984,1 | 5,0 | 41,1 |
| Yukon | 1 | 87,2 | 0,0 | 87,2 | | | | |
| Territoires du Nord-Ouest | 8 | 878,9 | 0,1 | 109,9 | 3 | 228,6 | 0,3 | 76,2 |
| Nunavut | 2 | 226,3 | 0,0 | 113,1 | | | | |
| **Total*** | **7 466** | **1 026 729,3** | **100,0** | **137,5** | **1 579** | **80 408,5** | **100,0** | **50,9** |

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

**Tableau 3 : Prêts et demandes d'indemnisation par montant de prêt, 2010-2011 – Programme FPEC**

| Montant des prêts | Prêts | | | | Demandes d'indemnisation | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) |
| 0 $ à 125 000 $ | 4 237 | 255 462,9 | 24,9 | 60,3 | 863 | 20 701,9 | 25,7 | 24,0 |
| 125 001 $ à 250 000 $ | 2 020 | 365 595,3 | 35,6 | 181,0 | 706 | 57 672,6 | 71,7 | 81,7 |
| 250 001 $ à 375 000 $ | 1 018 | 320 017,8 | 31,2 | 314,4 | 10 | 2 034,1 | 2,5 | 203,4 |
| 375 001 $ à 500 000 $ | 191 | 85 653,3 | 8,3 | 448,4 | | | | |
| **Total*** | **7 466** | **1 026 729,3** | **100,0** | **137,5** | **1 579** | **80 408,5** | **100,0** | **50,9** |

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

**Tableau 4 : Prêts et demandes d'indemnisation par secteur d'activité, 2010-2011 – Programme FPEC**

| Secteur d'activité | Prêts | | | | Demandes d'indemnisation | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) |
| Services d'hébergement et de restauration | 1 575 | 281 422,6 | 27,4 | 178,7 | 412 | 27 304,1 | 34,0 | 66,3 |
| Fabrication | 473 | 68 921,4 | 6,7 | 152,1 | 148 | 8 062,6 | 10,0 | 54,5 |
| Autres services | 708 | 90 334,9 | 8,8 | 127,6 | 262 | 12 261,0 | 15,2 | 46,8 |
| Commerce de détail | 1 130 | 172 053,9 | 16,8 | 152,3 | 308 | 15 860,2 | 19,7 | 51,5 |
| Transports et entreposage | 864 | 66 818,2 | 6,5 | 77,3 | 128 | 3 157,8 | 3,9 | 24,7 |
| Autres secteurs | 2 736 | 347 178,3 | 33,8 | 126,9 | 321 | 13 762,7 | 17,1 | 42,9 |
| **Total*** | **7 466** | **1 026 729,3** | **100,0** | **137,5** | **1 579** | **80 408,5** | **100,0** | **50,9** |

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

**Tableau 5 : Prêts et demandes d'indemnisation par nombre d'années d'activité des entreprises, 2010-2011 – Programme FPEC**

| Nombre d'années d'activité | Prêts | | | | Demandes d'indemnisation | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) |
| Moins de 1 an | 3 733 | 587 937,6 | 57,3 | 157,5 | 1 112 | 61 577,1 | 76,6 | 55,4 |
| De 1 à 3 ans | 981 | 113 028,5 | 11,0 | 115,2 | 197 | 7 608,9 | 9,5 | 38,6 |
| Plus de 3 ans | 2 752 | 325 763,2 | 31,7 | 118,4 | 270 | 11 222,5 | 14,0 | 41,6 |
| **Total*** | **7 466** | **1 026 729,3** | **100,0** | **137,5** | **1 579** | **80 408,5** | **100,0** | **50,9** |

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

**Tableau 6 : Prêts et demandes d'indemnisation par taille d'entreprise, 2010-2011 – Programme FPEC**

| Taille des entreprises (recettes annuelles)* | Prêts | | | | Demandes d'indemnisation | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) |
| De 0 $ à 1 000 000 $ | 6 002 | 752 848,3 | 73,3 | 125,4 | 1 277 | 60 888,9 | 75,7 | 47,7 |
| De 1 000 001 $ à 2 000 000 $ | 1 003 | 183 049,1 | 17,8 | 182,5 | 220 | 13 788,5 | 17,1 | 62,7 |
| De 2 000 001 $ à 3 000 000 $ | 292 | 57 682,1 | 5,6 | 197,5 | 55 | 3 793,9 | 4,7 | 69,0 |
| De 3 000 001 $ à 4 000 000 $ | 110 | 19 483,6 | 1,9 | 177,1 | 21 | 1 543,5 | 1,9 | 73,5 |
| De 4 000 001 $ à 5 000 000 $ | 59 | 13 666,2 | 1,3 | 231,6 | 6 | 393,7 | 0,5 | 65,6 |
| **Total**** | **7 466** | **1 026 729,3** | **100,0** | **137,5** | **1 579** | **80 408,5** | **100,0** | **50,9** |

** D'après les prévisions de revenu de l'emprunteur au moment de l'enregistrement du prêt.*

*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

**Tableau 7 : Prêts et demandes d'indemnisation par type d'emprunteur, 2010-2011 – Programme FPEC**

| Type d'emprunteur | Prêts | | | | Demandes d'indemnisation | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Pourcentage de la valeur totale | Moyenne (milliers de dollars) |
| Personne morale | 6 361 | 930 762,6 | 90,7 | 146,3 | 1 371 | 75 361,9 | 93,7 | 55,0 |
| Société de personnes | 296 | 33 390,2 | 3,3 | 112,8 | 55 | 1 558,9 | 1,9 | 28,3 |
| Propriétaire unique | 809 | 62 576,6 | 6,1 | 77,4 | 153 | 3 487,7 | 4,3 | 22,8 |
| **Total*** | **7 466** | **1 026 729,3** | **100,0** | **137,5** | **1 579** | **80 408,5** | **100,0** | **50,9** |

** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

## Tableau 8a : Recettes et dépenses – prêts consentis entre le 1er avril 1999 et le 31 mars 2004 – Programme FPEC

| Exercice | Valeur des prêts (milliers de dollars) | Recettes* et dépenses | Exercice où les droits connexes étaient dus et où les demandes d'indemnisation connexes ont été reçues (milliers de dollars) | | | | | | | | | | | | Recettes et dépenses cumulatives (milliers de dollars) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | |
| 1999-2000 | 1 352 320,5 | Droits et frais | 33 406,6 | 12 980,9 | 10 305,6 | 7 274,6 | 4 785,0 | 2 821,6 | 1 726,1 | 1 033,9 | 587,5 | 304,2 | | | 75 226,1 |
| | | Dépenses | (494,6) | (14 258,3) | (33 482,9) | (32 250,9) | (17 261,3) | (8 954,4) | (4 043,5) | (1 855,6) | (950,7) | (664,7) | (142,1) | (83,0) | (114 442,0) |
| | | Flux de trésorerie annuel | 32 912,0 | (1 277,4) | (23 177,3) | (24 976,3) | (12 476,3) | (6 132,8) | (2 317,4) | (821,7) | (363,2) | (360,4) | (142,1) | (83,0) | (39 215,9) |
| 2000-2001 | 1 159 048,0 | Droits et frais | | 30 153,6 | 10 928,3 | 8 599,2 | 6 181,9 | 3 987,9 | 2 218,5 | 1 330,1 | 790,7 | 455,5 | 252,7 | | 64 898,3 |
| | | Dépenses | | (510,7) | (9 641,2) | (26 589,5) | (26 592,6) | (18 355,8) | (6 908,0) | (3 838,5) | (1 809,8) | (562,0) | (328,3) | (120,9) | (99 757,1) |
| | | Flux de trésorerie annuel | | 29 642,8 | 1 287,1 | (19 990,3) | (22 410,7) | (14 367,9) | (4 689,6) | (2 508,4) | (1 019,1) | (106,5) | (75,5) | (120,9) | (34 358,8) |
| 2001-2002 | 899 247,6 | Droits et frais | | | 23 342,4 | 8 231,3 | 6 570,7 | 4 657,7 | 2 884,8 | 1 595,0 | 955,8 | 574,1 | 350,2 | 202,6 | 49 364,7 |
| | | Dépenses | | | (320,2) | (7 569,1) | (18 089,6) | (19 614,8) | (8 116,7) | (5 651,0) | (2 782,0) | (1 073,6) | (890,4) | (272,5) | (64 379,9) |
| | | Flux de trésorerie annuel | | | 23 022,1 | 662,2 | (11 518,9) | (14 957,1) | (5 231,9) | (4 056,0) | (1 826,2) | (499,5) | (540,1) | (69,9) | (15 015,2) |
| 2002-2003 | 951 159,1 | Droits et frais | | | | 24 328,1 | 8 534,9 | 6 669,2 | 4 478,4 | 2 720,9 | 1 486,6 | 893,3 | 564,3 | 360,9 | 50 036,5 |
| | | Dépenses | | | | (381,8) | (7 426,4) | (19 959,3) | (16 664,3) | (8 477,6) | (5 432,4) | (2 506,2) | (1 681,8) | (575,7) | (63 105,4) |
| | | Flux de trésorerie annuel | | | | 23 946,3 | 1 108,5 | (13 290,2) | (12 185,9) | (5 756,7) | (3 945,7) | (1 612,9) | (1 117,5) | (214,8) | (13 068,9) |
| 2003-2004 | 999 868,3 | Droits et frais | | | | | 25 480,7 | 8 518,6 | 6 298,7 | 4 141,6 | 2 497,6 | 1 367,4 | 863,6 | 570,9 | 49 739,0 |
| | | Dépenses | | | | | (292,8) | (8 837,8) | (24 261,5) | (19 332,9) | (11 245,3) | (6 744,2) | (2 865,1) | (1 708,2) | (75 287,9) |
| | | Flux de trésorerie annuel | | | | | 25 187,9 | (319,2) | (17 962,8) | (15 191,4) | (8 747,7) | (5 376,8) | (2 001,5) | (1 137,3) | (25 548,9) |
| Total** | 5 361 643,4 | Droits et frais | 33 406,6 | 43 134,5 | 44 576,2 | 48 433,2 | 51 553,2 | 26 654,9 | 17 606,4 | 10 821,5 | 6 318,2 | 3 594,5 | 2 030,8 | 1 134,5 | 289 264,6 |
| | | Dépenses | (494,6) | (14 769,0) | (43 444,3) | (68 791,3) | (71 662,7) | (75 722,1) | (59 994,0) | (39 155,5) | (22 220,0) | (11 550,7) | (5 907,6) | (2 760,3) | (416 472,3) |
| | | Flux de trésorerie annuel | 32 912,0 | 28 365,5 | 1 131,9 | (20 358,0) | (20 109,5) | (49 067,2) | (42 387,6) | (28 334,0) | (15 901,9) | (7 956,2) | (3 876,8) | (1 625,8) | (127 207,7) |

** Les recettes proviennent des droits d'enregistrement de 2 % et des frais d'administration de 1,25 %.*

*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

## Tableau 8b : Recettes et dépenses – prêts consentis entre le 1er avril 2004 et le 31 mars 2009 – Programme FPEC

| Exercice | Valeur des prêts (milliers de dollars) | Recettes* et dépenses | Exercice où les droits connexes étaient dus et où les demandes d'indemnisation connexes ont été reçues (milliers de dollars) | | | | | | | Recettes et dépenses cumulatives (milliers de dollars) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 2004-2005 | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 | 2008-2009 | 2009-2010 | 2010-2011 | |
| 2004-2005 | 1 041 063,0 | Droits et frais | 27 165,8 | 10 233,7 | 8 076,8 | 5 827,7 | 3 898,2 | 2 230,3 | 1 072,3 | 58 504,8 |
| | | Dépenses | (738,0) | (11 226,1) | (23 552,2) | (21 001,2) | (13 523,8) | (6 543,4) | (2 673,0) | (79 257,8) |
| | | Flux de trésorerie annuel | 26 427,8 | (992,4) | (15 475,4) | (15 173,5) | (9 625,7) | (4 313,1) | (1 600,7) | (20 753,0) |
| 2005-2006 | 1 087 701,8 | Droits et frais | | 28 380,6 | 10 345,6 | 8 127,5 | 5 950,9 | 3 845,4 | 1 738,3 | 58 388,4 |
| | | Dépenses | | (459,1) | (16 418,7) | (33 349,0) | (25 678,9) | (17 261,1) | (7 068,5) | (100 235,4) |
| | | Flux de trésorerie annuel | | 27 921,5 | (6 073,1) | (25 221,5) | (19 728,0) | (13 415,8) | (5 330,2) | (41 847,1) |
| 2006-2007 | 1 024 535,6 | Droits et frais | | | 26 525,9 | 9 418,2 | 7 507,7 | 5 200,9 | 2 574,5 | 51 227,3 |
| | | Dépenses | | | (1 162,9) | (18 812,1) | (31 646,9) | (27 036,7) | (12 896,3) | (91 555,0) |
| | | Flux de trésorerie annuel | | | 25 363,0 | (9 393,9) | (24 139,1) | (21 835,8) | (10 321,8) | (40 327,7) |
| 2007-2008 | 987 662,6 | Droits et frais | | | | 25 375,1 | 8 904,7 | 6 795,0 | 3 687,2 | 44 762,0 |
| | | Dépenses | | | | (958,6) | (18 017,9) | (39 153,2) | (22 995,1) | (81 124,7) |
| | | Flux de trésorerie annuel | | | | 24 416,5 | (9 113,2) | (32 358,2) | (19 307,9) | (36 362,7) |
| 2008-2009 | 901 120,2 | Droits et frais | | | | | 23 039,2 | 7 545,0 | 4 502,3 | 35 086,6 |
| | | Dépenses | | | | | (1 091,2) | (13 544,1) | (22 044,2) | (36 679,5) |
| | | Flux de trésorerie annuel | | | | | 21 948,0 | (5 999,0) | (17 541,9) | (1 592,9) |
| Total** | 5 042 083,2 | Droits et frais | 27 165,8 | 38 614,4 | 44 948,4 | 48 748,6 | 49 300,7 | 25 616,6 | 13 574,6 | 247 969,0 |
| | | Dépenses | (738,0) | (11 685,2) | (41 133,8) | (74 121,0) | (89 958,7) | (103 538,5) | (67 677,2) | (388 852,4) |
| | | Flux de trésorerie annuel | 26 427,8 | 26 929,1 | 3 814,5 | (25 372,4) | (40 658,0) | (77 921,9) | (54 102,5) | (140 883,4) |

** Les recettes proviennent des droits d'enregistrement de 2 % et des frais d'administration de 1,25 %.*

*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

**Tableau 8c : Recettes et dépenses – prêts consentis entre le 1er avril 2009 et le 31 mars 2011 – Programme FPEC**

| Exercice | Valeur des prêts (milliers de dollars) | Recettes* et dépenses | Exercice où les droits connexes étaient dus et où les demandes d'indemnisation connexes ont été reçues (milliers de dollars) | | Recettes et dépenses cumulatives (milliers de dollars) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | 2009-2010 | 2010-2011 | |
| 2009-2010 | 952 909,8 | Droits et frais | 24 745,9 | 9 322,3 | 34 068,2 |
| | | Dépenses | (12,8) | (9 501,8) | (9 514,6) |
| | | Flux de trésorerie annuel | 24 733,1 | (179,5) | 24 553,6 |
| 2010-2011 | 1 026 729,3 | Droits et frais | | 26 357,8 | 26 357,8 |
| | | Dépenses | | (469,2) | (469,2) |
| | | Flux de trésorerie annuel | | 25 888,6 | 25 888,6 |
| Total** | 1 979 639,2 | Droits et frais | 24 745,9 | 35 680,1 | 60 426,0 |
| | | Dépenses | (12,8) | (9 971,0) | (9 983,8) |
| | | Flux de trésorerie annuel | 24 733,1 | 25 709,1 | 50 442,2 |

** Les recettes proviennent des droits d'enregistrement de 2 % et des frais d'administration de 1,25 %.*

*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*

**Tableau 9 : Résumé des activités financières par exercice – PPLA**

| Exercice | Contrats de location-acquisition | | | Recettes | Dépenses | | Résultat net : recettes moins dépenses (milliers de dollars) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Valeur (milliers de dollars) | Valeur Moyenne (milliers de dollars) | Droits et frais* (milliers de dollars) | Nombre de demandes d'indemnisation | Dépenses (milliers de dollars) | |
| 2002-2003 | 57 | 8 773,7 | 153,9 | 210,6 | | | 210,6 |
| 2003-2004 | 124 | 16 208,5 | 130,7 | 480,2 | | | 480,2 |
| 2004-2005 | 288 | 26 006,5 | 90,3 | 864,7 | 1 | 11,3 | 853,4 |
| 2005-2006 | 441 | 37 977,7 | 86,1 | 1 351,3 | 17 | 503,7 | 847,6 |
| 2006-2007 | 588 | 47 292,3 | 80,4 | 1 803,1 | 16 | 443,1 | 1 360,0 |
| 2007-2008 | | | | 831,0 | 36 | 688,9 | 142,1 |
| 2008-2009 | | | | 512,5 | 102 | 3 579,8 | (3 067,3) |
| 2009-2010 | | | | 266,2 | 64 | 2 473,7 | (2 207,5) |
| 2010-2011 | | | | 151,8 | 37 | 1 741,0 | (1 589,1) |
| **Total**** | **1 498** | **136 258,6** | **91,0** | **6 471,4** | **273** | **9 441,4** | **(2 970,0)** |

** Les recettes proviennent des droits d'enregistrement de 2 % et des frais d'administration de 1,25 %.*

*** Il est possible que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments, car les chiffres ont été arrondis.*